Zone euro : Le calme avant Trafalgar ?

05/03/2011 à 6h00

L'Europe entre dans sa dernière semaine de paix avec les marchés financiers. Après la création d'un fonds de sauvetage des pays endettés (Fonds européen de stabilité financière) et la perspective d'un « *gouvernement économique* », une sorte de trêve a été conclue. Les marchés ont pris acte de la volonté de l'Europe, tirée par le couple franco-allemand, de rebâtir sérieusement ses soubassements.

Mais c'est vendredi 11 mars que les chefs d'État et de gouvernement de l'Union se réunissent pour entériner ces avancées. Ou bien les Vingt-Sept sortent avec un compromis mou, ou bien ils s'entendent sur une percée réelle.

> ***Si la première hypothèse l'emporte, si les responsables s'en tiennent comme trop souvent au plus petit dénominateur commun, les marchés financiers vont reprendre l'offensive. Des milliards de bombes spéculatives vont s'abattre sur le Portugal, l'Irlande, la Grèce. L'Espagne, qui est devenue « le verrou de l'euro », se retrouvera en première ligne.***

Sommes-nous avant Trafalgar ? La bataille du « *continent de l'euro* » contre les marchés anglo-saxons va donc se livrer dans une semaine. Le sort dépend en fait du couple franco-allemand, de Nicolas Sarkozy et d'Angela Merkel, qui malheureusement ont chacun la tête ailleurs : en Libye, puisque le même sommet va décider de mesures contre le colonel Kadhafi et surtout sur leur territoire électoral propre, où ils sont en mauvaise posture.

Tout cela est très dommageable car les nouvelles sont mauvaises. « *La crise n'est pas réglée. Les marchés demeurent*

sceptiques sur la Grèce et sur l'état des banques », rappelle Jean Pisani-Ferry de Bruegel. Dans ce contexte explosif, le pacte franco-allemand est mis en péril par Herman Van Rompuy, le président du Conseil européen, à cause de la grogne des « *petits* » pays. Ce pacte pose pourtant les pierres d'une saine relance de la politique économique européenne.

Laurence Boone de Barclays Capital résume : « *L'Europe se dote d'une gouvernance pour que les pays évitent les déséquilibres précédents, ce qui consiste à assumer des réformes difficiles et, en échange de cette vertu, l'Allemagne accepte que le Fonds de stabilité financière soit pérennisé et qu'il devienne plus flexible et plus large. C'est un donnant-donnant.* »

D'un côté, les Français acceptent les principes germaniques de rigueur budgétaire. De l'autre, l'Allemagne accepte l'idée d'un « gouvernement économique » pour tenir compte des autres aspects de la compétitivité économique : conversion pas évidente outre-Rhin même si, contrairement à l'idée allemande, le problème des pays du Club Med est moins un problème budgétaire – ils ont réduit leur dette depuis leur entrée dans l'euro -qu'un problème de coût du travail (+ 24 % entre 2000 et 2007 contre – 0,8 % en Allemagne), selon les économistes Uri Dadush et Bennet Stancil (1).

Malheureusement, Pologne, Autriche, Pays-Bas sont montés au créneau contre ce qu'ils perçoivent comme une ingérence dans leur souveraineté nationale et un diktat de Berlin et de Paris. Herman Van Rompuy a édulcoré les propositions de gouvernance. Les contraintes sur les États deviennent des préconisations. Le deal est menacé tandis qu'en Allemagne des économistes dénoncent ce qu'ils estiment être un chèque en blanc aux Etats dépensiers (2). La pression s'accroît sur la chancelière. Tout laisse craindre qu'on retombe sur le PGCD habituel.

Mme Merkel et M. Sarkozy sont placés en face de leur responsabilité : il leur revient d'éviter un Trafalgar. La

cybernétique des institutions européennes, vantée par Alain Minc, est un danger pour l'euro (3). La souveraineté des petits États est à respecter, c'est le principe de l'Europe, mais leurs gouvernements doivent voir que cette souveraineté est plus menacée par un regain de guerre financière que par le « *diktat* ». Quant à Paris et Berlin : on va savoir.

Ou bien leur compromis idéologique est factice, il n'est qu'une réponse de façade à la pression des marchés et il disparaîtra avec. Ou bien il est réel, la France comprend vraiment la vertu de la « *stabilité* » budgétaire contre l'inflation et s'y range pour de bon, et l'Allemagne, de son côté, accepte vraiment l'idée de Kohl d'une Allemagne européenne plutôt qu'une Europe allemande. Si oui, alors il leur faut assumer la force contraignante de leurs propositions et taper sur la table. Au besoin la renverser.

Les Échos

Éric Le Boucher est directeur de la rédaction d'« Enjeux-Les Echos »(1) « Is the Euro Rescue Succeeding ? » (voxeu.org).(2) Telos-eu.com.(3) « Un petit coin de paradis », Grasset.